

Législation nationale fournie à la CBI - 2022

Tableau 1

Informations sur la législation nationale fournies à la CBI¹

Pays	Date des documents les plus récents	Pays	Date des documents les plus récents
Antigua et Barbuda	Aucune	Kiribati	Aucune
Argentine	2003	Corée, République de	2011
Australie	2000	Laos	Aucune
Autriche	1998	Lituanie	Aucune
Belgique	2002	Luxembourg	Aucune
Belize	Aucune	Mali	Aucune
Bénin	Aucune	Marshall, République des îles	Aucune
Brésil	2008	Mauritanie	Aucune
Bulgarie	Aucune	Mexique	2006
Cambodge	Aucune	Monaco	Aucune
Cameroun	Aucune	Mongolie	Aucune
Chili	2011	Maroc	Aucune
Chine, République populaire de	1983	Nauru	Aucune
Colombie	Aucune	Pays-Bas, Les	2002
Congo, République du	Aucune	Nouvelle-Zélande	1992
Costa Rica	Aucune	Nicaragua	Aucune
Cote d'Ivoire	Aucune	Norvège	2000
Croatie, République de	Aucune	Oman	1981
Chypre	Aucune	Palau, République de	Aucune
République Tchèque	Aucune	Panama	Aucune
Danemark (y compris le Groenland)	2018	Pérou	2019
Dominique	Aucune	Pologne	Aucune
République dominicaine	Aucune	Portugal	2004
Équateur	2000	Roumanie	Aucune
Érythrée	Aucune	Fédération de Russie	1998
Estonie	2008	Saint-Marin	Aucune
Finlande	1983	Saint-Christophe-et-Niévès	Aucune
France	1994	Sainte-Lucie	1984
Gabon	Aucune	Saint Vincent et les Grenadines	2003
Gambie	Aucune	Sénégal	Aucune
Allemagne	1982	République slovaque	Aucune
Ghana, République du	Aucune	Slovénie	Aucune
Grenade	Aucune	Salomon (îles)	Aucune
Guatemala	Aucune	Afrique du Sud	1998
Guinée-Bissau	Aucune	Espagne	2008
Guinée, République de	Aucune	Suriname	Aucune
Hongrie	Aucune	Suède	2004
Islande	1985	Suisse	1986
Inde	1981	Tanzanie	Aucune
Irlande	2000	Togo	Aucune
Israël	Aucune	Tuvalu	Aucune
Italie	Aucune	Royaume-Uni	1996
Kenya	Aucune	Uruguay	2002
		États-Unis	2004

NOTES :

1. Au 1er septembre 2022. Les dates figurant dans le tableau font référence à la date du document et non à la date de soumission.
2. Les États membres de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Suède) sont également soumis aux règlements applicables établis par la Commission de l'Union européenne. La dernière législation européenne fournie à la Commission baleinière internationale date de 2005.